

# Le projet flamand de fermeture du boulevard de la Woluwe fait bondir les Cliniques Saint-Luc

■ Le patron de l'hôpital redoute que l'itinéraire alternatif, toujours à l'étude, fasse fuir la patientèle et son personnel.

Décidément, on n'a pas fini de parler du méga-projet de mobilité porté par la Région flamande et la ministre de tutelle, Lydia Peeters (Open VLD), de réaménager le ring autoroutier autour de Bruxelles pour le rendre plus fluide et sécurisé. Depuis quelques mois, ce chantier piloté par la dénommée "Werkvenootschap", le bras armé de l'exécutif flamand dans ce dossier, connaît un coup d'accélérateur. Parmi les grands projets actuellement à l'étude, figure celui qui entend supprimer l'échangeur entre le ring et le boulevard de la Woluwe ainsi que le tronçon de ce dernier reliant le ring et la chaussée de Louvain sur le territoire de la commune de Zaventem (infographie). Pour le dire autrement, la Flandre envisage de supprimer la seule liaison directe et réellement performante entre, d'une part, les communes de l'Est de la Région de Bruxelles-Capitale et, d'autre part, l'aéroport national de Zaventem, les zonings périphériques à celui-ci ainsi que l'accès aux autoroutes vers le nord du pays.

En guise d'itinéraire de remplacement, l'agence flamande à la manœuvre propose en fait de créer une nouvelle bretelle en forme de "U" reliant le boulevard de la Woluwe à l'autoroute E40 (autoroute Bruxelles-Louvain-Liège). Cette bretelle nécessiterait de créer un nouveau carrefour muni de feux tricolores le long dudit boulevard, contraignant par là les automobilistes à s'insérer dans le trafic de l'autoroute E40, puis à emprunter l'échangeur autoroutier de Woluwe-Saint-Étienne pour gagner le ring et, in fine, l'autoroute A201 vers l'aéroport.

L'aéroport, l'Otan, le ring... et l'hôpital

Un véritable dédale qui fait bondir les acteurs directement impactés par ce projet de fermeture, à commencer par les Cliniques universitaires Saint-Luc. On le sait, le boulevard de la Woluwe constitue une des principales voies d'accès à l'hôpital. Ce dernier doit disposer d'un réseau de voies performant et d'un accès prioritaire et rapide à l'aéroport. "Il est donc inconcevable pour nous de supprimer cette voie de circulation car, je le rappelle, s'il y a un attentat à Zaventem, nous sommes les premiers à réceptionner les blessés", épingle Renaud Mazy, administrateur délégué des Cliniques universitaires Saint-Luc. "S'il y a un problème à l'Otan, c'est pour nous aussi", expose-t-il.

L'hôpital universitaire enregistre actuellement un million de contacts "patients" par an dont 15,4% proviennent du Brabant flamand. Chaque jour, 20000 personnes (patients, membres du personnel, étudiants...) accèdent au site. Avec l'itinéraire alternatif proposé par l'agence flamande, Renaud Mazy craint que le trafic automobile ne puisse être absorbé et, par conséquent, que les embouteillages générés fassent fuir les patients et le personnel de l'hôpital. "La fermeture de cette artère clé risque de nous faire perdre sur le long terme entre 5% et 15% de patients", évalue-t-il.

LA FLANDRE PLANCHE SUR UN PROJET QUI ENTEND SUPPRIMER LA LIAISON ENTRE LE BOULEVARD DE LA WOLUWE ET LE RING DE BRUXELLES



*“La fermeture de cette artère clé risque de nous faire perdre sur le long terme entre 5% et 15% de patients.”*



**Renaud Mazy**  
Administrateur délégué  
des Cliniques universitaires  
Saint-Luc Bruxelles

À ce stade, l'intéressé a en fait obtenu des autorités flamandes et bruxelloises l'unique garantie que les véhicules de secours pourront continuer à emprunter le boulevard de la Woluwe, quel que ce soit le scénario final de mobilité choisi. "Par contre, je m'inquiète de savoir comment nos patients nécessitant des soins chroniques (dialyse, rééducation, kinésithérapie...) pourront encore bénéficier de la qualité des soins prodigués par nos spécialistes dans ce scénario de mobilité", insiste-t-il.

Saint-Luc n'exclut pas les voies de recours, le cas échéant

Renaud Mazy confirme avoir eu d'ores et déjà plusieurs échanges à ce sujet avec le cabinet de la ministre Peeters, avec l'agence flamande de même qu'avec plusieurs ministres bruxellois. "J'attends toujours un retour du ministre-Président Rudi Vervoort, et je crois dans la capacité des autorités publiques d'être à l'écoute et de trouver une solution. Sans quoi, prévient-il, nous étudierons toutes les voies possibles pour nous faire entendre."

L'objectif de la Région flamande est de trouver un accord dans ce dossier pour la fin de 2021. Dans cette optique, les travaux démarreraient dès 2027.

Alice Dive